



Meeting de Besançon

Discours d'Emmanuel Macron

11 avril 2017 - Micropolis Besançon

Bonjour à vous !

Merci à vous ! Il y a de l'énergie, là ! Vous êtes réveillés ?
Vous avez envie de gagner ? Ça tombe bien, moi aussi !

Bonjour à tous et toutes ! Merci pour cet accueil, merci Besançon, merci le Doubs, merci la Bourgogne-Franche-Comté et toutes les régions alentours qui sont aussi là.

Merci chers amis, cher Jean-Louis, merci à toi, pour tes mots, pour tes propos, ton engagement de la première heure, avec François, je ne l'oublie pas, dès avril 2016. Et merci à toutes et tous qui, depuis le début, ici, vous êtes engagés, représentants de la société civile, citoyens, élus, forces vives, qui avez décidé de nous accompagner, de faire que ce rêve soit possible. Et merci en particulier à Alexandra CORDIER, à toute l'équipe départementale d'En Marche ! et à nos 1500 marcheurs ici sans lesquels nous n'aurions pas pu organiser cette réunion publique.

Alors, mes amis, nous sommes à douze jours du premier tour de cette élection présidentielle, douze jours ! Et durant ces douze jours, nous allons nous battre chaque heure pour convaincre, pour conquérir, pour continuer à ce que, heure après heure, nous soyons en tête, dans douze jours, du vote de nos concitoyens. C'est cela, ce que nous devons faire sans relâche. Mais je veux le faire en ayant présent à l'esprit ce pourquoi nous sommes là ce soir. Qu'est-ce qui a fait que nous nous sommes levés, que nous nous sommes retrouvés, parfois dans nos différences, autour d'un projet commun ? Qu'est-ce qui fait que, ce soir, vous êtes là avec moi ?

C'est que toutes et tous, nous nous sommes dit, à un moment, « ça ne peut pas continuer comme ça ! ». Ça ne peut pas continuer comme ça ! Parce que nous voyons

Seul le prononcé fait foi.

page 1 sur 9

aujourd'hui les mêmes visages, depuis trente ans, les mêmes visages ! D'un côté, nous avons le révolutionnaire communiste, il était sénateur socialiste, j'étais encore au collège ! Que veut-il nous faire croire ? De l'autre, nous avons Vercingétorix, qui a oublié qu'à la fin, celui-ci rendit les armes et qui voudrait nous faire croire qu'il est le renégat tant attendu, le rebelle ! Mais depuis trente-cinq ans, il est dans la vie politique française, il en a fait tous les postes et, manifestement, il en connaît intimement les pires usages. Et enfin, nous avons Madame LE PEN. Non, non, ne sifflez pas, ne leur ressemblez en rien ! Ne les sifflez pas, nous n'en avons pas besoin. Elle a encore montré, ces derniers jours, quand certains voudraient l'oublier en ne retenant que son prénom, qu'elle avait un nom, une marque que nous connaissons trop bien, qui hante la vie politique française depuis tant de décennies. C'est bien Madame LE PEN dont il s'agit et c'est bien un parti de haine et de rejet de l'autre auquel nous avons affaire.

Alors oui, ces visages n'ont rien de neuf, leurs pratiques n'ont rien de neuf, ces femmes et ces hommes n'ont rien de neuf, rien ! Et ça ne peut pas continuer comme ça. Parce que notre vie politique est aujourd'hui enfermée aussi par des partis, dans des pratiques qui sont devenues hors d'âge, qui nous hantent, nous bloquent. D'un côté, une gauche communiste qui prétend vendre des rêves. Mais « vendre », ne nous trompons pas, elle ne les vend pas, c'est votre argent. C'est votre argent. Et donc, elle propose une formidable révolution où nous distribuerons ce que nous n'avons pas produit et où nous répartirons ce qui, disons-le franchement, aura été taxé. Et donc, si vous voulez cent milliards d'impôts nouveaux, vive la gauche communiste ! Elle ne tiendra pas ses promesses, elle promet la paix en suggérant de désarmer le pays. Bon courage ! Moi, je ne veux pas pour nous, pour nos enfants, pour notre pays, être désarmé, ni face aux terroristes qui nous ont attaqués dans notre chair, ni face à d'autres puissances qui ne partagent pas nos valeurs. La paix qu'on nous vend, c'est la paix de Moscou. Très peu pour moi !

Cette gauche-là, elle commet, pour moi, l'un des pires cynismes de la vie politique. Elle abuse de la crédulité de ceux qu'elle prétend défendre. Elle fait croire qu'on sera plus heureux, soit en n'ayant pas de travail, soit en répartissant ce qu'on n'a pas encore. Elle prétend qu'il y a un modèle économique que vous ignorez peut-être toutes et tous - il est vrai qu'il n'est pas le plus frontalier pour un Bisontin ou une Bisontine -, c'est le Venezuela. Eh bien intéressez-vous de près au modèle vénézuélien. Je ne veux pas, pour ma part, être un pays qui produit tant de pétrole et se retrouve obligé, après quelques années, de réinstaurer les tickets de rationnement et d'importer du pétrole. C'est un échec total. La France ne mérite pas ça ! Et dans le même camp, tant et tant pourtant veulent croire aux idées de progrès, veulent croire que quelque chose d'autre est possible. Nous devons les comprendre.

De l'autre côté, vous avez le candidat d'une droite qui n'a plus rien à voir, ni avec DE GAULLE, ni avec Georges POMPIDOU, ni avec Valéry GISCARD D'ESTAING. Non, c'est la droite des affaires, on la connaît trop bien. C'est la droite qui donne des leçons, à défaut de se les appliquer. C'est la droite des privilèges pour quelques-uns qui exige des efforts pour tous les autres. Elle propose - il propose - de supprimer cinq cent mille postes de fonctionnaires, sans expliquer comment, en expliquant, parfois, que ce ne sera pas si difficile. Il propose de faire ce qu'il n'a pas fait lui-même après cinq ans aux affaires. Il propose au pays une purge dans laquelle rien ne sera fait pour construire son avenir, dans laquelle rien ne sera fait pour que nos territoires, nos services publics, celles et ceux qui partent de plus loin puissent avoir une place dans notre société. On peut débattre de ces projets, mais pas dans le climat qui a été ainsi créé, pas en jetant l'opprobre sur l'autre, pas en instillant le complot partout, pas en perdant à ce point

Seul le prononcé fait foi.

l'autorité morale. C'est impossible. Et là aussi, je sais que des femmes et des hommes de droite et du centre ne partagent pas ces valeurs, ne partagent pas ce projet. Et je veux, là aussi, leur parler, les convaincre que la transformation que nous portons est une transformation d'avenir.

Et il y a enfin le parti de la haine, celui qui propose de ne pas régler les problèmes du pays, non, mais de désigner un ennemi, l'autre, l'étranger. Celui qui propose non pas de regarder en face les défis qui sont les nôtres, ceux de notre présent, comme de notre avenir, mais bien plutôt d'avoir la nostalgie d'un passé qui n'a jamais été, de sortir avec fracas de l'Europe qui seule peut nous protéger, de sortir avec fracas d'un euro qui seul peut nous aider à mieux vivre. Ceux-là, mes amis, ils iront se réfugier en leurs châteaux, le jour où tout ira mal. Ce qu'ils proposent, c'est un projet d'appauvrissement des classes moyennes et populaires. Je n'en veux pas, pour mon pays, jamais ! Et nous nous battons contre.

Alors oui, ça ne peut plus durer comme ça. C'est pour toutes ces raisons que nous avons décidé, il y a un an maintenant, de créer ce mouvement nouveau, de nous lever et de marcher, d'aller au contact des Françaises et des Français, pour les entendre, pour construire sur le terrain les solutions pragmatiques qui permettent de répondre à nos défis, pour reconnaître ce qui partout est fait et répond à nos préoccupations, permet de construire notre avenir. Le projet que je porte, ce n'est pas celui d'un camp, ce n'est pas celui d'un parti comme les autres. C'est celui que vous avez porté, que vous avez construit avec moi, pendant des mois, c'est celui qui refuse le tic-tac inefficace de l'alternance politique entre la droite et la gauche, pour lui proposer l'alternance profonde, celle de nouvelles solutions, d'un vrai pragmatisme, d'un renouvellement profond des visages et des usages de la vie politique. C'est cela, ce que nous avons créé sur le terrain, concrètement.

Alors je vous le dis tout de go, je serai le garant de cette promesse et cette promesse, elle ne finira pas par des combines d'appareil. Cette promesse, elle ne finira pas pour que les commentateurs de la vie politique passent leurs journées à dire « c'est un peu de gauche, non, c'est un peu de droite ». Ils le disent tous, il suffit d'écouter les uns et les autres. Ecoutez le candidat de droite, il vous dira que je suis de gauche. Ecoutez ceux de gauche, ils vous diront que je suis de droite. Nous avançons avec deux jambes, avec deux jambes.

(...)

L'indignation, elle est chez celles et ceux qui sont là dans cette salle ce soir, qui n'ont pas voulu accepter les règles de la vie politique. L'indignation, elle est chez celles et ceux qui veulent se battre pour les classes moyennes, contre l'injustice sociale et territoriale. L'indignation véritable, elle est chez celles et ceux qui veulent gagner la bataille de la réindustrialisation dans nos territoires. Et c'est cela dont je veux vous parler ce soir. L'indignation véritable, celle qui est la nôtre, l'indignation profonde. Non pas l'indignation d'estrade, celle qui consiste à dénoncer et à ne rien proposer. Non pas l'indignation facile qui propose comme solution de répliquer les recettes d'hier ou de dépenser un argent qu'on n'a pas. L'indignation lucide, l'indignation volontariste, l'indignation utile, mes amis, la nôtre !

Eh oui, depuis vingt ans, on a trop souvent, trop longtemps, abandonné nos classes moyennes. Et ça, ça ne peut plus durer ainsi, ça ne peut plus durer comme ça !

C'est pour cela que le projet que nous portons, que vous avez construit, propose enfin de regarder en face les défis des classes moyennes et d'y répondre. Ce que nous ferons d'abord, c'est de répondre au problème de pouvoir d'achat des classes moyennes en supprimant, pour 80% de nos concitoyens, la taxe d'habitation. Pourquoi ? Parce que c'est un impôt qui est injuste. Il est injuste pour les classes moyennes et il est injuste pour les territoires qui souffrent déjà, pour les villes moyennes ou les petites villes, pour la campagne. Il est plus faible dans les agglomérations. Et cet impôt, les plus pauvres d'entre nous ne le payent pas et c'est bien ainsi. Mais les classes moyennes le payent au même titre que les plus aisés. On ne prend pas en compte votre capacité à le payer, votre revenu. Et il est injuste sur notre territoire. A Besançon, la taxe d'habitation, c'est près de mille trois cents euros par an. A Paris, c'est quatre cent quatre-vingts euros en moyenne, pour la même famille. Est-ce que c'est juste ?

En aucun cas ! Qui le paye ? Sur qui cela pèse ? Sur les classes moyennes ! Et donc oui, nous supprimerons cet impôt injuste ! Nous le supprimerons, en le payant comment ? Sur les économies que nous allons faire sur l'État, durant ce quinquennat. Et nous compenserons pour les communes, en leur préservant, non seulement la capacité à maintenir les services publics, mais leur autonomie fiscale indispensable, pour qu'elles portent les projets. Ce sont les économies de l'État et rien d'autre qui financeront cela. Mais c'est une réforme de pouvoir d'achat indispensable pour les classes moyennes.

Et là-dessus, je veux tordre l'idée parfois diffusée par certains - il se trouve que nous avons des ennemis et, parfois, ils distillent des contre-vérités qui ont la vie dure - et donc, quand je parle de taxe d'habitation, je parle d'immobilier, je vous le dis, répétez-le, nous n'augmenterons en rien et jamais, durant le quinquennat, la taxation de l'immobilier, qu'il s'agisse de la propriété, qu'il s'agisse de la location ou que sais-je. Il n'y aura pas de sur-loyer, il n'y aura pas de sur-taxation, il n'y aura pas de nouvelles impositions. Si on vous dit ça sur les marchés ou au porte-à-porte, c'est faux !

Défendre nos classes moyennes, c'est aussi savoir répondre à leurs angoisses, ce qu'elles vivent au quotidien, de perte de repères ou de perte de sens. C'est répondre à l'insécurité. Et donc oui, le projet qui est le nôtre, celui que nous avons construit, c'est un projet qui portera une vraie réponse, en termes de sécurité. Hors de nos frontières et dans nos frontières. Avec un vrai engagement pour notre armée. Avec cet engagement, à horizon 2025, d'avoir 2% de notre produit intérieur brut pour l'armée, pour, justement, être à la hauteur de nos soldats. Et je le dis ici ce soir devant vous, en leur rendant hommage, et je n'ignore pas que nous sommes, dans cette belle ville de Besançon, dans une grande ville de l'armée de Terre française, et je veux ici, ensemble, que nous applaudissions nos militaires.

Mais c'est aussi s'engager pour la sécurité du quotidien : la lutte contre le terrorisme dans nos frontières, avec de nouveaux engagements - dix mille policiers et gendarmes dans le quinquennat qui vient -, avec de nouveaux moyens sur le renseignement, une nouvelle organisation. Avec, aussi, une nouvelle police de sécurité quotidienne. Avec une capacité enfin donnée à avoir, partout sur le terrain, une tolérance zéro, qui est ce que nous devons aux classes moyennes qui vivent l'insécurité au quotidien et en bas de chez elles.

Répondre aux défis de nos classes moyennes, c'est aussi parler des retraites. Oui, durant le quinquennat qui vient, je revaloriserai les petites retraites. Dès début 2018 : cent euros sur le minimum vieillesse en plus, par mois. C'est indispensable, c'est un élément de justice. Mais c'est aussi conduire la vraie réforme, en profondeur : celle de

Seul le prononcé fait foi.

notre système de retraites. Celle qui va consister, progressivement, à mettre fin aux injustices qui existent entre un salarié du privé et un autre salarié qui relève de ce qu'on appelle les "régimes spéciaux", entre les trente-sept régimes qui, en France, cohabitent et font qu'on n'y comprend plus rien, qu'on n'arrive plus à savoir où on en est, qu'on ne comprend plus où sont ses droits et que la défiance s'installe. Je défie qui que ce soit, dans cette salle, de pouvoir me calculer ses droits à retraite. Et cela crée une angoisse, l'angoisse du changement, l'angoisse du lendemain. Et oui, la réforme que nous allons mettre en place va créer un système unique, transparent, lisible pour toutes et tous, où un euro cotisé donnera lieu au même droit à la retraite pour tous et toutes.

Enfin, défendre les classes moyennes, c'est s'attaquer à ce que d'aucuns ont pu appeler "l'insécurité culturelle" qui est la leur. Moi, je veux qu'en France on puisse croire et ne pas croire. Mais je ne veux pas qu'on puisse prétendre protéger les uns en s'attaquant à la religion des autres. Et là-dessus, j'entends les sirènes odieuses de l'extrême droite ou d'une droite dure, qui veut faire croire que parce qu'on défend la laïcité française, on défendrait les communautarismes. Je ne crois pas au multiculturalisme, je ne crois pas au communautarisme. Je me battrai contre tout communautarisme dans la République. Mais je me battrai en même temps contre tous ces mensonges faits qui veulent enfermer la République dans une identité figée, dans une religion, dans une tradition. Notre République, c'est une promesse d'avenir, c'est une promesse de liberté. Et notre laïcité, c'est le droit de croire ou de ne pas croire et c'est un bouclier, et ce bouclier, c'est aussi celui que nous devons aux classes moyennes françaises.

L'indignation qui fut aussi la nôtre, c'est celle à l'égard de l'injustice, des injustices sociales. Et là aussi, ça ne peut plus durer ! Les injustices qui se sont installées et ces deux discours, intenable. D'un côté le discours d'une droite, qui nous dit "ce sujet n'a pas d'importance, réussissons d'abord, aidons le pays à aller mieux, à être plus efficace, et la justice viendra". Non. Parce que ce sont toujours les mêmes qui vont mieux. Parce qu'aider ceux qui ont déjà réussi à réussir un peu mieux, ça n'est pas un projet pour la société française, c'est un projet de fracture. Et de l'autre, on voudrait nous dire "nous sommes pour la justice, mais ne réfléchissons plus à savoir comment créer la richesse, comment produire, défendons celles et ceux qui ont déjà quelque chose, même si c'est un petit peu, protégeons les statuts". Ça n'est pas possible là non plus. Et ça ne tiendra pas. Et donc nous devons avoir un projet de justice sociale efficace, nous devons lutter partout contre les injustices qui sont là, mais avec un vrai projet d'émancipation, avec un vrai projet qui redonne des droits aux individus, par l'école, par l'apprentissage, par le travail. C'est ainsi que la vraie justice, au coeur de la société, se fera. C'est cela, notre projet.

Alors oui, pour être à la hauteur de cette indignation et pour avoir l'indignation utile, nous croyons dans l'école. Et le projet qui est le nôtre, le premier chantier, même, que nous avons défini, c'est celui de l'école. C'est celui qui consiste à remettre les heures d'enseignement, à recréer le travail dirigé, les études dirigées à l'école, à remettre des stages d'été, à remettre les classes bi-langues et les humanités pour tous.

(Je vais y venir, mes amis. J'aime votre impatience. Notre indignation, elle a ce soir deux mille cinq cents voix. C'est cela, notre force ! Et je ne pourrai pas tout dire, mais j'essaierai d'en dire beaucoup.)

L'école, c'est ainsi que nous recréerons l'émancipation par le savoir. Et c'est pour cela qu'en particulier dans les zones d'éducation prioritaires, nous allons diviser plus que par

Seul le prononcé fait foi.

deux, ramener à douze le nombre d'élèves par classe en CP et CE1, pour recréer de la justice.

L'émancipation, elle se fera ensuite par l'apprentissage, cher Thierry, et je veux saluer ici le travail de Thierry MARX que j'ai vu à Paris, et que j'avais vu ici, à Besançon, il y a quelques mois. Ce sont des initiatives ainsi que nous devons accompagner, aider, promouvoir. Mais qu'est-ce que c'est ? C'est une deuxième chance offerte, c'est la possibilité de réussir, de construire sa place par le travail, par l'apprentissage, par la connaissance d'un métier, là où, parfois, on a été assigné à résidence, à l'échec scolaire, où on n'a pas eu les mêmes droits. Et donc oui, le projet qui est le nôtre, c'est un projet pour faire réussir par l'apprentissage, par la formation et par la formation tout au long de la vie.

C'est pour cela, mes amis, que nous conduirons une réforme en profondeur, en profondeur, de notre formation continue et de notre formation professionnelle, pour permettre aux jeunes, pour permettre aux chômeurs, d'accéder à une formation, là où parfois la porte leur est fermée. C'est une réforme en profondeur de l'organisation de notre système de chômage, pour le rendre à la fois plus universel, mais avec de nouveaux devoirs et en même temps un droit à être formé. C'est pour cela que le projet qui est le nôtre, c'est non seulement une transformation de l'organisation de cette formation continue, la capacité à promouvoir des initiatives de terrain qui existent et, en même temps, un investissement massif.

Oui, dans le plan d'investissement que nous portons, dans notre projet, il y aura quinze milliards d'euros pour la formation des femmes et des hommes, des plus jeunes comme des chômeurs de longue durée. Pourquoi ? Parce que nous en avons besoin. Parce que nous ne pouvons pas dire à des femmes et des hommes qui sont au chômage "débrouillez-vous", lorsqu'ils n'ont plus les qualifications. Nous ne pouvons pas dire à des jeunes - il y en a plus d'un million aujourd'hui - qui n'ont pas les qualifications de base pour accéder à un métier "débrouillez-vous". Nous devons les former. C'est un investissement. C'est celui que nous conduirons avec les structures de formation, avec les régions, avec les associations, avec les entreprises privées qui sont dans ce secteur. Mais nous investirons pour, justement, croire dans notre jeunesse, croire dans celles et ceux qui sont parfois laissés au bord de la route et pour leur permettre de retrouver une place. C'est aussi cela, le projet qui est le nôtre. C'est le projet d'émancipation par la formation et par le travail. C'est cela, ce que nous portons !

C'est aussi pour cela, par souci de justice, que je veux que le travail paye et que ce que nous proposons, en changeant le financement de l'assurance-chômage, en réformant la prime d'activité, c'est de mieux rémunérer les travailleurs et les travailleuses. C'est de permettre à chacun, lorsqu'il travaille et qu'il est au SMIC, eh bien d'avoir, aujourd'hui, l'équivalent d'un treizième mois. Non pas un treizième mois qui coûte à l'entreprise, un treizième mois parce qu'on financera différemment, par l'impôt, notre système social, un treizième mois parce que je veux qu'on vive de son travail et qu'on en vive dignement !

Et donc, vous l'avez compris, notre projet, ça n'est pas un projet qui consiste à promettre de vivre mieux en taxant davantage les patrons, en réduisant la compétitivité, ça n'est pas un projet non plus qui consiste à dire aux Françaises et aux Français "avec moi, vous allez travailler plus et gagner moins", ce que proposent certains. C'est un projet par lequel nous construisons l'émancipation des individus, par l'école, par l'apprentissage et par le travail. Et où le travail paiera davantage. C'est pour cela que

Seul le prononcé fait foi.

j'ai voulu ces mesures et c'est aussi pour cela que dans notre projet, j'ai voulu à nouveau que nous puissions exonérer des cotisations les heures supplémentaires.

Enfin, parce que ça ne peut plus durer, ces injustices sociales, nous avons un projet pour la santé, qui est un projet ambitieux et, là aussi, un projet à la fois efficace et juste. Efficace et juste parce que nous proposons, là aussi, non pas de dérembourser les petits soins, comme certains, mais d'avoir une approche concrète, efficace, pour mieux accompagner les classes moyennes, les plus fragiles. Pour permettre de prévenir davantage, de mieux rembourser les petits soins du quotidien, d'éviter que certaines maladies ne se dégradent. De redonner une vraie fierté à notre hôpital, par une politique favorable à l'hôpital public, un réinvestissement, la fin de la tarification à l'activité. Par une politique ambitieuse en matière de recherche. J'en parlerai plus longuement vendredi, mais oui, par une ambition concrète, réaliste sur le quinquennat, sur le cancer, vous avez raison. Et par une politique volontariste en matière de santé, face aux injustices territoriales.

Et ce sont face à ces injustices que nous devons, aussi, avoir une indignation utile, une indignation volontariste. Parce que oui, les injustices territoriales non plus, elles ne peuvent plus durer comme ça. Nous les subissons au quotidien, vous les subissez au quotidien. Et le projet qui est le nôtre est aussi un projet d'une plus grande justice territoriale. C'est aussi un projet d'émancipation des territoires que je veux porter.

Alors, cela passera par quoi ? En matière de santé, là aussi, la volonté de doubler les maisons pluridisciplinaires de santé, pour ré-attirer des professionnels dans nos campagnes et sur nos territoires. Ça passera par une politique ambitieuse en matière de numérique. Elle est indispensable, en particulier dans la ruralité, abandonnée, en la matière. Je donnerai dix-huit mois - dix-huit mois -, aux opérateurs de télécommunications, pour déployer la fibre et la 4G partout. Sinon, l'État prendra ses responsabilités. Et puis c'est aussi une politique volontariste pour l'agriculture française, avec un plan d'investissement agricole, avec un prix payé juste, pour nos agriculteurs et, dès le début du quinquennat, des états généraux de l'alimentation.

Et enfin, mes amis, l'indignation utile que je veux pour notre pays, c'est celle qui consiste à dire "ça ne peut pas durer comme ça", quand on regarde la désindustrialisation du pays, quand on regarde la situation économique et industrielle. Cette indignation utile, c'est celle que, dans vos territoires, vous avez eue, par le passé. C'est celle que j'ai qualifiée, il y a quelques mois, quand j'étais venu ici, à Besançon, de "la leçon de Besançon". Oui. Moi, je viens d'une terre qui a connu la désindustrialisation et les grands chocs. Nous connaissons, dans les Hauts-de-France, les terres balayées par les fermetures d'usines, dans le textile, dans la sidérurgie, dans les mines. Ici, vous auriez pu tout perdre, quand l'horlogerie a vacillé, quand le quartz a été contesté, quand le grand conflit de Lip a bousculé non pas seulement la région mais tout le pays. Vous avez douté, certains se sont rebellés, se sont levés. Il y a eu cette indignation digne, populaire, forte, face à l'injustice de ce qui advenait. Et il y a eu l'indignation utile, la vôtre, celle qui a consisté à recréer, sur cette base, une industrie de pointe, avec des savoirs de pointe, en qualifiant les gens, en les formant, là encore, et en investissant dans l'industrie, dans l'économie et en la transformant. Vous avez donné une leçon à tout le pays et c'est cela, ce que nous devons conduire. La réindustrialisation française, elle se fera en tirant les leçons et la leçon de Besançon.

Et cette leçon, mes amis, c'est celle de la politique que nous allons conduire, qui consiste à libérer et à protéger mais par laquelle nous devons baisser les charges des

Seul le prononcé fait foi.

entreprises et les impôts des entreprises pour qu'elles puissent entreprendre et investir, par laquelle nous allons simplifier la capacité à créer son entreprise, à la développer, en supprimant le RSI, en simplifiant le droit du travail, au contact du terrain. Parce qu'en redonnant ces libertés, on donnera la possibilité de faire, d'innover, d'entreprendre sur le terrain, au plus près de la réalité, comme vous avez su le faire. Nous avons besoin de retrouver ces libertés concrètes, ces libertés d'entreprendre, de se développer. Et c'est cela, notre projet économique.

On ne pourra pas couvrir, mes amis, tous les sujets. Mais ce que je suis en train de vous dire, en particulier en tirant la leçon de Besançon, en redisant cela, en changeant l'image de l'industrie, la capacité à investir et en la redonnant, c'est de dire que la vraie protection qu'on apportera à nos concitoyens, c'est en recréant des emplois, c'est en développant l'industrie. Et donc oui, avoir une politique qui donne plus de place au dialogue social, avoir une politique en faveur de l'investissement des entreprises et en leur redonnant des marges, avoir une politique en faveur de l'investissement public dans les secteurs d'avenir - et c'est le plan d'investissement que nous portons -, dans l'écologie, dans la transition environnementale, dans le numérique, c'est cela, la réponse, c'est cela, la vraie justice sociale.

Et donc oui, ce que nous portons, c'est une politique de réindustrialisation efficace, celle qui redonne des marges de manoeuvre aux entreprises, pour pouvoir investir, pour pouvoir former, pour pouvoir recréer des emplois, partout sur le terrain, celle qui consiste à réinvestir dans l'industrie du futur, sur le terrain, ici, sur tous les secteurs en développement, la micro-technique, l'industrie environnementale, les industries liées au numérique, le textile, Chérif, qui est en train de se transformer, aussi, sur le terrain et dans cette région, avec une innovation inouïe. Tous ces secteurs, ce sont des secteurs d'avenir, ce sont des secteurs où nous allons créer des emplois et je vous le dis, l'indignation véritable, face à la désindustrialisation, ce n'est pas d'aller promettre de protéger les emplois d'hier, c'est de promettre d'aller créer les emplois de demain. Et en faisant cela, de protéger vraiment les personnes, de les protéger en les formant, à chaque moment de la vie, de les protéger en les formant quand, perdant un emploi, dans un secteur qui disparaît, on les forme pour en retrouver un autre, dans un secteur en expansion. C'est cela, la réforme que nous portons, c'est cela, le projet qui est le nôtre.

Et enfin, avoir une indignation utile, face à la désindustrialisation du pays, c'est vouloir une Europe forte, parce que seule l'Europe peut protéger notre industrie. Et je vous le dis : l'Europe, ce n'est pas le problème. L'Europe, c'est ce qui nous protégera, ce qui nous aidera à réindustrialiser, à travers la politique commerciale européenne, à travers une vraie politique industrielle d'innovation, avec une vraie volonté d'harmonisation sociale et fiscale qui est dans notre projet. J'ai été ministre de l'Industrie. Face aux attaques de la Chine, de la Russie ou d'ailleurs, la France seule ne peut pas se protéger. Elle ne peut pas vraiment protéger son industrie, elle ne peut pas vraiment protéger les différents secteurs attaqués. Seule une vraie politique européenne le peut. Mais encore faut-il qu'elle soit là au rendez-vous. Et donc oui, nous, nous sommes des Européens, mais des Européens exigeants et nous porterons cette Europe qui protège, cette Europe qui avance.

Et donc, face à la crise du pays, au doute, je vous le dis : les projets, les promesses de repli et de fermeture, ce sont des mensonges. Face aux doutes et aux défis économiques, le candidat de la droite dure qui vient vous dire "avec moi, vous allez

travailler plus et gagner moins et ce seront toujours les mêmes qui feront des sacrifices”, il n’est pas au rendez-vous de l’Histoire.

Je n’ai pas entendu ! Alors, si ce sont les “îles paradisiaques”, que j’ai entendu, il s’agit peut-être des paradis fiscaux. Les Corses vous diraient que c’est la Corse - j’y étais la semaine dernière. Mais là aussi, la lutte contre les paradis fiscaux, elle se fera au niveau européen, par une politique exigeante d’harmonisation fiscale. Elle ne se fera pas seule et nous mènerons ce combat.

Et oui, mes amis, face à tous ces défis et ce défi de la réindustrialisation qui est devant nous, nous devons avoir un projet à la fois efficace et juste, un projet qui libère et qui protège, un projet qui ne promet pas un revenu à perpétuité, sans travail, ou qui ne promet pas de taxer les uns alors qu’on ne sait plus comment produire. Ce projet ambitieux, c’est le nôtre, parce que nous sommes le camp de l’indignation utile. Stéphane HESSEL avait des mots très beaux, sur l’indignation. “C’est précieux, l’indignation”, disait-il, “quand quelque chose nous indigne, alors on devient militant, fort et engagé. On rejoint le courant de l’Histoire et le grand courant de l’Histoire doit se poursuivre grâce à chacun”. Ce qui vous a fait lever il y a un an, il y a plusieurs mois, il y a quelques semaines, parfois quelques jours, c’est cette indignation. Ce qui m’a fait lever, c’est cette indignation, c’est le “ça ne peut plus durer comme ça”. Cette indignation, c’est la nôtre, et nous la porterons jusqu’au bout,

Alors oui, mes amis, ce que je suis venu vous dire ce soir, c’est que nous ne ressemblons à personne, nous sommes attaqués par tous et nous continuerons à l’être. Oui, nous sommes le camp de l’indignation utile, nous sommes le camp de l’alternance profonde et du renouvellement. Et oui, ça ne peut plus durer comme ça, dans la vie politique, face aux défis économiques, face aux injustices ou en Europe et oui, nous allons profondément changer tout cela. Et pour ce faire, ce que j’attends de vous, maintenant, durant douze jours, c’est une mobilisation absolue, c’est une détermination absolue, c’est une volonté farouche, celle de l’indignation utile, celle de porter ce projet, le nôtre, cette ambition juste, forte ! Mes amis, ce qui nous a fait lever, c’est de vouloir changer le pays, de ne rien répliquer, de dire “ça ne peut pas durer comme ça” et qu’il n’y avait pas de fatalité. Vous êtes là ce soir, nous sommes là debout, nous irons au bout, nous allons gagner !

Mes amis, je veux, jusqu’à la dernière heure, votre mobilisation, votre énergie, parce que nous allons gagner !

Vive la République ! Vive la France !

Merci à vous !

(La Marseillaise)

Aller plus loin

[Le replay >](#)

youtu.be/bueA2lqqsEc

[Article sur notre site >](#)

en-marche.fr/article/meeting-macron-besancon-video

Seul le prononcé fait foi.